

Maître d'Ouvrage

**LE NID
26 boulevard du 21eme Régiment d'Aviation
54 000 Nancy**

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES
PARTICULIERES**

Se rapportant au marché lot « Assurances DO Le Nid »

Lieux d'exécution des prestations :

**Nancy (54 000), Métropole du Grand Nancy, Département de la Meurthe et Moselle,
et ponctuellement les autres départements de la région Grand Est**

Nature des prestations :

**Assurances en Dommages Ouvrages – Tous Risques Chantier –
Responsabilité Civile Constructeur Non Réalisateur**

SOMMAIRE

1	PREAMBULE.....	4
1.1	Assurés	4
1.2	Définition des garanties	4
1.3	Les particularités	5
1.4	Prévisionnel des opérations pour 2021 à 2024	6
1.5	Prise d'effet des garanties	6
1.6	Fonctionnement du marché	6
2	MODELES D'ANNEXES AU CCTP	7
2.1	Présentation de l'opération	7
2.1.1	Lieu d'implantation	7
2.1.2	Caractéristiques de l'ouvrage	Erreur ! Signet non défini.
2.1.3	Nature des travaux	8
2.1.4	Travaux de technique courante et non courante	8
2.1.5	Contrôle Technique	9
2.1.6	Durée des travaux	9
2.1.7	Coût prévisionnel des travaux	9
2.2	Documents à fournir à l'assureur	9
2.3	Renseignements complémentaires	10
3	DEFINITIONS.....	11
4	OBJET ET ETENDUE DES GARANTIES	12
4.1	Dommages–ouvrage (DO)	12
4.1.1	Garantie Obligatoire des risques visés à l'article L242-1 du Code des Assurances.....	12
4.1.2	Garanties Complémentaires	13
4.2	CONSTRUCTEUR NON REALISATEUR (CNR)	14
4.3	TOUS RISQUES CHANTIER (TRC).....	14
4.3.1	Objet de la présente garantie	14
4.3.2	Définition des existants :	15
4.3.3	Point de départ et durée de la garantie	15
5	MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES	15
5.1	Garantie Obligatoire	15
5.2	Garanties Complémentaires	16
5.2.1	Garantie de bon fonctionnement	16
5.2.2	Garantie des Dommages Immatériels	16
5.2.3	Garantie des dommages aux Existants divisibles	16
5.3	LES FRANCHISES	16
6	EXCLUSIONS.....	16

7	DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS	16
7.1	Lors de la demande de garantie	17
7.2	En cours de réalisation des travaux.....	17
7.3	A partir de la réception des ouvrages ou travaux.....	17
7.4	Sanctions	17
8	PRIME.....	18
8.1	Calcul de la Prime	18
8.2	Paie ment de la prime	18
9	OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR et de L'ASSURE en CAS de SINISTRE	18
9.1	Déclaration du sinistre :	18
9.2	Constat des dommages – Expertise	19
9.3	Détermination de l'Indemnité	19
9.4	Règlement du sinistre.....	21
9.5	Sanctions à la charge de l'assureur : INTÉRÊTS	21
10	PRESCRIPTION	22
11	DISPOSITIONS PARTICULIERES	22

1 PREAMBULE

Les conditions fixées par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières dérogent à toutes clauses des conditions générales de l'assureur qui seraient contraires. Il est précisé qu'en cas de divergence entre ces différents textes, il sera toujours fait application des dispositions les plus favorables à l'assuré.

1.1 Assurés

L'assuré intervient dans la présente consultation, tant pour son propre compte lorsqu'il agit en qualité de maître d'ouvrage, que pour le compte de tiers lorsqu'il intervient dans le cadre de missions de mandat de maîtrise d'ouvrage ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage au bénéfice de personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, ou dans le cadre d'opérations en accession à la propriété ou destinées à la vente.

Le Nid peut aussi intervenir notamment, pour le compte de son actionnaire majoritaire Office Métropolitain de l'Habitat du Grand Nancy ou d'autres entités (OPH par exemple) au titre de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, bénéficie également de la qualité d'assuré et de souscripteur dans le cadre du présent marché.

1.2 Définition des garanties

Le cahier des clauses techniques particulières détermine les garanties recherchées par les bénéficiaires décrits au paragraphe précédent et devra être intégré dans le contrat définitif, sous réserve des éventuelles limitations que pourrait apporter le candidat et qui seraient acceptées par l'assuré.

Le présent marché cadre a pour objet de garantir :

- ❖ en Dommages-Ouvrage :
 - L'ensemble des opérations de constructions neuves individuelles ou collectives ;
 - Les opérations d'acquisition-amélioration, les travaux de réhabilitation ;
 - ou de travaux de gros entretien.
- ❖ en Dommages Ouvrage et Responsabilité de CNR ou éventuellement la garantie de Responsabilité de CNR seule, les opérations de construction réalisées pour le compte de tiers :
 - Dans le cadre de missions de mandat de maîtrise d'ouvrage ;
 - D'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
 - D'accession à la propriété ou de vente.

L'objet principal du marché vise à permettre à l'assuré, agissant en qualité de Maître d'Ouvrage, de Mandataire du Maître d'Ouvrage ou en qualité de promoteur, de satisfaire notamment à l'obligation d'assurance résultant des dispositions du Code des Assurances, de la loi N° 78-12 du 4 Janvier 1978 et des textes subséquents, pour l'ensemble des opérations de construction engagées ou réalisées pendant la période de validité du contrat.

Il est expressément convenu que la notion de grosses réparations et de travaux d'amélioration est entendue de manière extensive, ceci incluant de même les opérations de réhabilitation lourde, les restructurations et les opérations d'acquisition amélioration, et de manière générale toute intervention de l'assuré qui est de nature à être soumise aux dispositions de la loi N° 78-12 du 4 Janvier 1978.

Les opérations de construction neuve sont, par définition, comprises dans ce marché.

Sont également inclus, sans exception ni réserve, tous les ouvrages réalisés par l'assuré quelle que soit leur destination (crèche, foyers, logements, parkings, bureaux, commerces, gendarmeries, ...etc.).

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, confortement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

1.3 Les particularités

L'engagement du titulaire porte sur les opérations de construction de toute nature dont le coût prévisionnel de construction TTC n'excède pas 10.000.000,00 € pour le secteur locatif et pour le secteur accession à la propriété, non compris dans ces montants la valeur des existants indissociables soumis à l'obligation d'assurance. Une opération de construction fera l'objet d'une seule souscription, quel que soit le nombre de permis de construire obtenus pour cette seule et même opération

L'assuré conserve le libre choix des garanties qu'il entend souscrire en fonction de la nature et des spécificités des opérations de construction à garantir.

Sans préjudice de ce qui est dit ci-après, la garantie couvrant les risques de responsabilité de Constructeur Non Réalisateur ne sera souscrite que lorsque le souscripteur intervient dans le cadre de missions de mandat de maîtrise d'ouvrage, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ou en qualité de vendeur ou de promoteur, étant précisé que l'assiette de prime afférente sera limitée aux seules parties d'immeubles faisant l'objet d'un contrat de vente ou de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Toutes les opérations de constructions neuves, de réhabilitation ou d'acquisition-amélioration peuvent faire l'objet :

- d'une mission de maîtrise d'œuvre complète ou partielle confiée à un architecte ou à un maître d'œuvre indépendant ;
- d'un contrôle technique, de type minimum des règles applicables ;
- d'une étude de sol (pour les constructions neuves uniquement) ;
- de la prise en compte des normes parasismiques quand elles sont applicables ;
- d'un diagnostic préalable des existants lorsqu'il est nécessaire ;
- d'une vérification sur les assurances Responsabilité Civile et Décennale des réalisateurs liés au Maître d'Ouvrage.

Cependant, pour des opérations d'un coût global inférieur ou égal à 200 000,00 € TTC, relevant principalement de travaux de gros entretien ou de réhabilitation légère, ni la maîtrise d'œuvre, ni le contrôle technique ne sont obligatoires.

En tout état de cause, le souscripteur se réserve la possibilité pendant toute la durée du contrat d'intégrer des opérations qui n'étaient pas initialement prévues ou qui sont venues s'ajouter à l'état indicatif prévisionnel des opérations de construction. Dans ce cas, ces opérations seront montées sur la base des critères énoncés plus haut. Il en va de même pour le retrait de certaines opérations lorsque les assurés n'auront pas obtenu le financement ou les autorisations administratives nécessaires, ou plus généralement s'il ne réalise pas l'opération.

Les informations communiquées sur la programmation et le nombre des opérations envisagées ne sauraient constituer engagement ferme de la part des assurés.

Le présent marché fixe pour l'ensemble des garanties définies par le CCTP les taux de prime applicables.

La prime afférente à chaque opération sera calculée en se référant, pour tous travaux, au coût de construction TTC, travaux + honoraires techniques, augmentés éventuellement de la valeur des existants indissociables soumis à l'obligation d'assurance. Le régime de TVA applicable pour les constructions neuves est celui en vigueur.

Lorsque la garantie des existants n'est pas soumise à l'obligation d'assurance, la prime afférente sera calculée selon les modalités fixées dans l'acte d'engagement.

Lorsqu'une partie d'une opération de construction fait l'objet d'un contrat de vente, ou d'un mandat de maîtrise d'ouvrage, alors que l'essentiel de l'immeuble est destiné à la location, le taux de prime applicable au titre des garanties dommages ouvrage, est celui des immeubles locatifs.

Toute souscription de garantie dommages-ouvrage est réputée apporter au Souscripteur sans paiement de prime complémentaire et pendant la durée de garantie restant à courir, la garantie de la responsabilité de Constructeur Non Réalisateur qu'elle peut encourir en cas de vente dans les 10 ans de constructions initialement destinées à la location. L'assuré est en ce cas tenu d'en tenir informé l'assureur.

Le titulaire devra également être en mesure d'accorder au Souscripteur une garantie "complémentaire de groupe" lorsque les montants des garanties des constructeurs seront sensiblement inférieurs au coût réel de l'opération de construction à laquelle ils participent.

1.4 Prévisionnel des opérations pour 2021 à 2025

Les tableaux prévisionnels des opérations à réaliser pendant la période de validité du marché sont annexés au dossier de consultation (annexe 1 du règlement de la consultation).

Ils n'ont aucun caractère exhaustif, certaines opérations pouvant ne pas être réalisées et d'autres opérations étant susceptibles de venir s'ajouter à cette liste pendant la durée du marché.

Enfin, les garanties responsabilité décennale de constructeur non réalisateur pourront être souscrites de façon isolée lorsque le maître d'ouvrage est un établissement public ou lorsqu'il n'est pas soumis au principe de l'assurance obligatoire ou encore, s'il a manifesté son refus express auprès des assurés.

Au titre des conditions de garanties, les autres particularités sont toutes inscrites dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.5 Prise d'effet des garanties

Le marché prend effet à compter du 1er Juillet 2021 à 0 heure pour une durée de 4 ans et 6 mois, et les garanties entreront en vigueur pour chaque opération, sous réserves de réalisation effective, à la date d'ouverture du chantier, ou à défaut à la date de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux.

1.6 Fonctionnement du marché

Le marché fixe les conditions économiques et de garanties dans lesquelles les assurés seront couverts pour l'ensemble des opérations de construction qu'ils seront amenés à réaliser.

Pour déclarer les opérations à garantir LE SOUSCRIPTEUR utilisera l'imprimé dénommé « demande de garantie » figurant en annexe n° 1 du CCTP.

Cette demande de garantie sera adressée au Titulaire, accompagnée des pièces figurant dans la page de garde de l'annexe n° 1.

A réception de cette demande, la compagnie d'assurance examinera l'ensemble des éléments et validera par apposition de ses « cachet et signature », la demande de garantie qui remplacera la note de couverture en attendant l'établissement de la police correspondante.

L'un des exemplaires sera systématiquement retourné aux assurés après validation de l'assureur, et sous un délai maximum de douze jours à compter de la date de réception de la demande initiale par la compagnie d'assurances ou son mandataire. Toute demande de garantie restée sans réponse de la part du titulaire au-delà du délai de 10 Jours, sera automatiquement validée, dès expiration dudit délai.

La prise d'effet des garanties sera définitivement acquise à l'assuré pour chaque opération déclarée à la date à laquelle l'assureur aura validé la demande de garantie.

Cette couverture sera acquise sans perception de prime, ni d'acompte et conservera toute sa validité jusqu'à établissement de la police afférente à l'opération.

2 MODELES D'ANNEXES AU CCTP

Le CCTP comporte une annexe 1 – Demande de garanties DO / CNR / TRC et liste des documents à fournir.

2.1 Présentation de l'opération

L'opération que le Maître d'ouvrage a décidé de réaliser concerne l'ouvrage dont les caractéristiques principales du programme sont ci-après définies :

2.1.1 Lieu d'implantation

Commune de

2.1.2 Caractéristiques de l'ouvrage

	Adresse des bâtiments concernés		
<input type="checkbox"/> Bâtiments neufs			
<input type="checkbox"/> Bâtiments réhabilités			
Sans intervention sur structure porteuse ou le clos et le couvert			
Ou Avec intervention sur structure porteuse ou le clos et le couvert			
Dimensions en plan			
surface de SHON			
Nbre d'étages sur RDC			
Nbre d'étages sur S/sols			

2.1.3 Nature des travaux

Les travaux seront réalisés :

- en entreprise générale Tous Corps d'État ou
- par corps d'état séparé dont la nature est indiquée ci-après à titre d'exemple :

LOT N°	Désignation		LOT N°	Désignation
1	Fondations Spéciales		8	Carrelage
2	VRD		9	Electricité
3	Gros Œuvre		10	Chauffage gaz sanitaire
4	Panneaux ossature bois		11	Sols souples
5	Couverture bac acier et étanchéité		12	Peinture
6	Menuiserie extérieure alu		13	Cloisons et faux plafonds
7	Menuiserie intérieure et mobilier		14	Charpente bois

2.1.4 Travaux de technique courante et non courante

L'ensemble des travaux concernant l'ouvrage sera conçu et réalisé avec des matériaux et suivant les modes de construction :

- par référence aux Documents Techniques Unifiés (DTU), les Normes Françaises ou Européennes homologuées, les règles et documents techniques des organismes professionnels.
- les fascicules du CPC en vigueur
- réputés « traditionnels »

Ou

- ayant fait l'objet d'un avis technique de Commission Ministérielle, dans la mesure où cet avis a été agréé par l'assureur ou par tout organisme qu'il se substituerait.

Si des **travaux de technique non courante** viennent à être mis en œuvre, les garanties du contrat objet de la présente consultation leur seront acquises dans la mesure où ils auront fait l'objet d'un **avis favorable du Contrôleur Technique** et où les constructeurs seront en mesure de produire des **attestations spécifiques témoignant d'une couverture en Responsabilité Civile Décennale** de la part de leur propre assureur et en application avec la législation en vigueur.

2.1.5 Contrôle Technique

Une convention de contrôle technique

☐ a été conclue avec le bureau

☐ sera conclue ultérieurement

Pour les missions suivantes :

Type de mission	Désignation
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
Autres missions	

2.1.6 Durée des travaux

Le planning prévisionnel des travaux objet de l'opération à garantir est le suivant :

☞ Démarrage :

☞ Fin des travaux :

2.1.7 Coût prévisionnel des travaux

Le montant prévisionnel de réalisation de l'ouvrage (y compris honoraires de maîtrise d'œuvre, BET divers, Contrôleur technique, études de sols éventuelles demandées par le maître d'ouvrage) est fixé à € HT soit environ € TTC.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage récupère la TVA sur investissement, l'assiette de prime ci-dessus sera assise sur le montant HT.

2.2 Documents à fournir à l'assureur

Afin de pouvoir apprécier la nature du risque à assurer, les documents suivants sont communiqués à l'Assureur :

- ✓ Plan de situation ;
- ✓ Plan masse ;
- ✓ Plans significatifs de l'ouvrage ;
- ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✓ Eventuellement étude de sols (si celle-ci a été commandée par le Maître d'ouvrage) ;
- ✓ Rapport préliminaire du Contrôleur Technique ;
- ✓ La mission complète de maîtrise d'œuvre (copie du contrat de maîtrise d'œuvre) ;
- ✓ Le détail du coût de l'opération (HT ou TTC) + le montant des honoraires (architecte, maître d'œuvre, BET sol, contrôleur technique) ;

- ✓ La DROC ;
- ✓ Le Permis de Construire ;
- ✓ La liste des intervenants avec ses coordonnées, la nature et le coût des travaux ;
- ✓ Pour tous les intervenants, Attestations d'assurances en responsabilité décennale valable au jour de la DROC et précisant bien les activités garanties (y compris architecte, BET, contrôleur technique, etc.) ;
- ✓ Les PV de réception des travaux (et levées de réserves s'il y a lieu).

La présente liste n'est pas limitative sans pour autant engager le Maître d'Ouvrage.

L'Assureur ne pourra se prévaloir de toute omission pendant l'étude du dossier.

2.3 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui lui serait nécessaires au cours de son étude, l'Assureur pourra s'adresser à :

Monsieur le Directeur Général SCP LE NID contact@le-nid.fr

3 DEFINITIONS

Assuré

Le souscripteur – Le Nid, identifié dans l'acte d'engagement - les maîtres d'ouvrage pour le compte desquels ceux-ci interviennent dans le cadre de missions de mandat de Maîtrise d'Ouvrage et les propriétaires successifs de l'ouvrage, au bénéfice desquels est souscrit le contrat.

Réalisateurs

L'ensemble des constructeurs dont l'identité est portée à la connaissance de l'Assureur, qui sont mentionnés au 1° de l'article 1792-1 du Code Civil et sont liés à ce titre au Maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur.

Maître de l'ouvrage

La personne physique ou morale, qui conclut avec les réalisateurs les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

Contrôleur technique

La personne agréée dans les conditions prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, qui est appelée à intervenir, à la demande du Maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

Opération de construction

L'ensemble des travaux de construction afférents aux ouvrages et éléments d'équipement ainsi que tous autres travaux accessoires assurant leur desserte.

Coût total de construction

Montant des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à l'opération de construction, toutes révisions, honoraires (sauf SPS), taxes et, s'il y a lieu travaux supplémentaires compris, hors primes ou bonifications accordées par le Maître de l'ouvrage, ni amputation des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable du dépassement du délai contractuel d'exécution.

Réception

L'acte par lequel le Maître de l'ouvrage accepte avec ou sans réserves les travaux exécutés dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du Code Civil. La date de réception prononcée avec ou sans réserve constitue le point de départ des responsabilités et de la garantie définie par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

Existants

Les parties préexistantes de l'opération de construction, qui appartiennent au Maître de l'ouvrage et sur, sous, ou dans lesquelles sont effectués les travaux de bâtiment.

Assureur

La compagnie d'assurances qui délivre les garanties accordées par le marché.

Dommmages

Tout préjudice résultant d'un fait générateur ou d'une situation portant atteinte à la solidité de l'opération de construction ou de ses éléments constitutifs faisant indissociablement corps avec elle, ou rendant l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'élément d'équipement impropre à sa destination ou inapte à remplir les fonctions qui lui sont dévolues et pour lesquelles il a été conçu.

- dommage matériel : Toute détérioration, destruction, altération, perte ou disparition d'une chose ou substance.
- dommage immatériel : Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par les biens assurés par le contrat ou de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu, et plus généralement, tout préjudice pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

Franchise

Fraction forfaitaire ou proportionnelle du dommage restant toujours à la charge de l'ASSURE et au-delà de laquelle s'exerce effectivement la garantie de l'ASSUREUR.

Sinistre

La survenance de dommages, soit au sens de l'article L 242-1 du Code des Assurances, soit au sens de la définition ci-dessus pour les éléments d'équipement relevant des articles 1792-3 du Code Civil, soit pour les existants, ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'Assureur. Constituent un seul et même sinistre les dommages résultant d'une même cause technique initiale.

Souscripteur

L'assuré qui fait réaliser des ouvrages de bâtiment soumis à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 242-1 du Code des Assurances et qui contracte avec l'Assureur tant pour son compte que pour celui du Maître d'ouvrage et des propriétaires successifs, et qui s'engage au paiement de la cotisation.

4 OBJET ET ETENDUE DES GARANTIES

Objet et nature des garanties

Les garanties s'exercent sur les seuls ouvrages et éléments d'équipement de l'opération de construction, soumis à l'obligation d'assurance par la loi, en ce compris les ouvrages accessoires au sens de l'article 243-1 du Code des Assurances et notamment les V.R.D. privatifs, afférents à chaque opération de construction, reliant les différents immeubles constituant l'opération de construction au réseau public général.

4.1 Dommages–ouvrage (DO)

4.1.1 *Garantie Obligatoire des risques visés à l'article L242-1 du Code des Assurances.*

Le présent marché a, notamment pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil, c'est-à-dire les dommages qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- affectant lesdits ouvrages dans la solidité de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination,

- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couverts, au sens de l'article 1792 - 2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires, et plus généralement toutes les conséquences des dommages matériels.

A partir de la réception des travaux cette garantie couvre pendant **10 ans** le préfinancement des désordres qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou le rendent impropre à sa destination.

Toutefois, la garantie est acquise :

- **Avant réception :**

Lorsqu'après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

- **Après réception :**

Et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations contractuelles.

4.1.2 Garanties Complémentaires

Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables (articles 1792-3 et 1792-7 du Code Civil) :

Dommages entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsqu'elles rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Ne font pas partie des éléments d'équipement garantis, les appareils et équipements ménagers ou domestiques ainsi que les éléments installés spécifiquement pour permettre l'exercice d'une activité professionnelle, (Article 1792-7 du Code Civil).

A partir de la réception des travaux cette garantie couvre pendant **deux ans** la réparation des **dommages matériels** (c'est à dire toute détérioration ou destruction d'un équipement qui a préalablement rempli sa fonction) et entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsque lesdits dommages rendent les éléments d'équipements inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

4.1.2.1 Garantie dommages aux existants

Cette garantie est complémentaire à la garantie des existants relevant de l'assurance dommages ouvrage obligatoire, telle que prévue par l'article L 243-1-1 II du Code des Assurances.

Les dommages affectant les parties anciennes d'une construction en répercussion des travaux neufs sont couverts lorsque :

- il s'agit de dommages matériels rendant une partie ancienne impropre à sa destination ou portant atteinte à sa solidité ;
- et que ces dommages sont la conséquence des travaux.

La garantie couvre les coûts afférents à la remise en état des existants.

La garantie est souscrite pour une durée de **dix ans** à compter de la réception et elle intervient, de surcroît, avant réception dans les conditions prévues pour l'assurance dommage ouvrage à l'article L. 242-1 du Code des assurances.

La garantie s'applique selon la demande de l'assuré sur tout ou partie des existants. Elle est accordée dans la limite du coût de la remise en état des existants ou de la partie des existants assurés, telle que convenu entre l'assuré et l'assureur.

Les soumissionnaires proposeront le principe de tarification suivant :

- un taux de prime applicable au montant de garantie fixé par l'assuré ;
- la procédure d'expertise et de règlement des sinistres est celle imposée par l'article L.242-1 du Code des assurances.

4.1.2.2 Garantie des dommages immatériels :

A partir de la réception des travaux cette garantie couvre pendant **dix ans** la réparation des **dommages immatériels** subis par le propriétaire de l'ouvrage et / ou les occupants résultant directement d'un dommage matériel couvert au titre des garanties obligatoires ou complémentaires énoncées ci-dessus.

4.2 CONSTRUCTEUR NON REALISATEUR (CNR)

Garanties identiques à celles du volet dommages ouvrage (garanties obligatoires et complémentaires).

L'objet de la présente garantie est de couvrir les conséquences pécuniaires de la présomption de Responsabilité Civile Décennale de l'Assuré en rapport avec l'activité de Constructeur Non Réalisateur définies ci-après et qui pourrait être retenue pour les dommages matériels à la construction sur le fondement des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

Est considéré comme Constructeur Non Réalisateur toute personne physique ou morale ayant la qualité de Maître d'Ouvrage et / ou agissant en sa qualité et qui est réputé Constructeur en application des dispositions des articles 1792-1 (2^e et 3^e), 1641-1 et 1831-1 du Code Civil.

La garantie sera étendue également aux missions engageant la responsabilité de Mandataire de l'Assuré telle que visée à l'article 1991 du Code Civil pour autant que les désordres soient de même nature que ceux définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code Civil et surviennent pendant la période de garantie décennale.

La garantie portera également sur les garanties facultatives.

4.3 TOUS RISQUES CHANTIER (TRC)

4.3.1 Objet de la présente garantie

L'objet de la présente garantie est de couvrir :

- pendant la construction à compter du déchargement sur le site et jusqu'à la réception des travaux (y compris pendant les essais) toute pertes ou dommages à l'ouvrage et aux matériaux destinés à devenir partie intégrante de la construction notamment à la suite d'incendie, de foudre, d'explosion, de dégâts des eaux, d'effondrements, d'accidents, de vols caractérisés, d'événements naturels, d'actes de malveillance, terrorisme, sabotage, d'erreurs de conception, de vices de matière, d'erreur de montage
- après réception et pendant la période de maintenance, toute pertes ou dommages à l'ouvrage provenant du retour des entreprises sur le site pour exécuter dans le cadre de leurs obligations contractuelles, tous travaux de finition, mise au point, rectification, réparation y compris levées des réserves dont l'origine est antérieure à la réception et résultant notamment d'erreur et / ou défaut de conception, erreur de plan, de calcul, de vice caché, vice de construction, de fabrication, de montage et d'assemblage à l'exclusion des dommages d'incendie, foudre, explosions ou de ceux relevant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

4.3.2 Définition des existants :

Par existants on entend les biens immobiliers y compris les équipements, le cas échéant situés sur, sous, dans, contre ou à proximité immédiate du chantier, qui ne font pas parties du marché et qui sont :

- soit la propriété du (des) maître(s) d'ouvrage au moment de la prise d'effet du contrat
- soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de construction

4.3.3 Point de départ et durée de la garantie

4.3.3.1 DOMMAGES – OUVRAGE

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de **dix ans** courant à compter de la réception de l'ouvrage.

En ce qui concerne les dommages subis par les éléments d'équipement, la garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil, et prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois la garantie est acquise :

- **avant la réception de l'ouvrage**, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat conclu avec l'entrepreneur est résilié, pour inexécution par celui-ci de ses obligations ou en cas de disparition de l'entreprise (décès, liquidation judiciaire...) ;
- **après réception** et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Au titre de la garantie des dommages aux existants, la garantie prend effet au plus tôt à la date de réception des travaux et prend fin à l'expiration d'une période de **dix ans** à compter de la réception.

Quant à la garantie des dommages immatériels après réception, la garantie prend effet au plus tôt à la date de réception des travaux. Sa durée est identique à celles des garanties auxquelles elle se rapporte.

4.3.3.2 CONSTRUCTEUR NON REALISATEUR

Les garanties prennent effet à la date de réception de l'ouvrage. Elles prennent fin à l'expiration d'une période de **10 ans** courant à compter de cette date, pour la garantie obligatoire, et, à l'expiration d'une période de **deux ans** courant à compter de cette date, pour la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables.

La durée de la garantie des dommages immatériels après réception est identique à celles des garanties auxquelles elle se rapporte.

5 MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

5.1 Garantie Obligatoire

Montant de garantie à hauteur du coût total de construction définitif, revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01 entre la date de souscription ou la date de déclaration du coût total de construction définitif et la date de réparation du sinistre. Il peut être reconstitué après sinistre moyennant complément de prime.

5.2 Garanties Complémentaires

5.2.1 Garantie de bon fonctionnement

Montant de garantie limité à hauteur de 20 % du coût total de construction définitif revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01, entre la date de souscription ou la date de déclaration du coût total de construction définitif et la date de réparation du sinistre sans pouvoir excéder 1.000.000,00 €.

5.2.2 Garantie des Dommages Immatériels

Montant de garantie limité à hauteur de 10 % du coût total de construction définitif revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01, entre la date de souscription ou la date de déclaration du coût total de construction définitif et la date de réparation du sinistre sans pouvoir excéder 500.000,00 €.

5.2.3 Garantie des dommages aux Existants divisibles

Après avoir indiqué le montant de garantie maximum autorisé, l'assureur devra laisser le soin au maître de l'ouvrage de fixer le montant de la garantie qu'il entend souscrire pour chaque opération.

5.3 LES FRANCHISES

- Les garanties Dommages–Ouvrage s'exercent sans franchise
- En matière de responsabilité de **Constructeur Non Réalisateur**, le montant de la franchise applicable par sinistre s'élève à 10 % du montant des dommages avec un minimum de 305,00 € et un maximum de 2.000,00 €.
- Les garanties Tous Risques Chantier s'exercent sans franchise

6 EXCLUSIONS

Sont toujours exclus des garanties du contrat les dommages :

- ❖ occasionnés par la guerre civile ou étrangère, les mouvements populaires, les émeutes et les actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées ;
- ❖ causés par la désintégration du noyau de l'atome, et par toute source de rayonnement ionisant dont l'Assuré a la propriété, la garde ou l'usage ;
- ❖ résultant du fait intentionnel ou du dol du Souscripteur ou de l'Assuré ; toutefois la garantie restera acquise aux Assurés qui n'ont pas commis le fait intentionnel ou le dol, étant précisé qu'un recours sera possible contre l'auteur ;
- ❖ résultant des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- ❖ résultant directement ou indirectement d'un incendie ou d'une explosion sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat ;
- ❖ résultant de trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique, sous réserves des dispositions de la loi n° 82-705 et 82-706 du 10 Août 1982 relative à l'état de catastrophes naturelles.

7 DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS

Le marché est établi sur la base des déclarations du Souscripteur contenues dans le dossier de consultation.

7.1 Lors de la demande de garantie

Le Souscripteur s'engage à déclarer à l'Assureur les éléments caractéristiques de chaque opération à garantir, et qui sont de nature à faire apprécier le risque pris en charge par l'Assureur.

7.2 En cours de réalisation des travaux

Le Souscripteur s'engage à déclarer à l'Assureur toutes modifications dans les éléments visés au 7.1 ci-avant qui seraient de nature à constituer une aggravation du risque et à fournir à l'Assureur la preuve de l'existence des contrats d'assurance de responsabilité professionnelle souscrits par les Réalisateurs et le Contrôleur Technique.

7.3 A partir de la réception des ouvrages ou travaux

Dans les 18 mois à partir de la signature du décompte général définitif, le Souscripteur s'engage à déclarer à l'Assureur la réception des travaux ainsi qu'à lui remettre, le ou les procès-verbaux (y compris les listes de réserves) correspondant(s) et à déclarer à l'Assureur le coût total de construction définitif qui représente le montant maximum de l'engagement de l'Assureur (sous réserve des revalorisations prévues à l'article 4).

En cas de non-déclaration, si elle n'est constatée qu'après un sinistre, l'article L 113-9 du Code des Assurances donne droit à l'Assureur de réduire l'indemnité en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait été due si le risque avait été complètement et exactement déclaré.

7.4 Sanctions

Lorsque qu'une modification du risque entraîne une aggravation telle que si le nouvel état de chose avait existé lors de la souscription du contrat, l'Assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée la déclaration doit être faite sous peine des sanctions prévues aux articles L 113-8 (nullité du contrat pour réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part du Souscripteur), et L 113-9 du Code des Assurances, (omission ou déclaration inexacte de la part du Souscripteur dont la mauvaise foi n'est pas établie), l'Assureur ayant alors la faculté, dans les conditions prévues à l'article L 113-4 du Code des Assurances, de proposer un nouveau taux de prime.

Si le Souscripteur n'accepte pas ce nouveau taux, l'Assureur peut résilier le contrat à l'expiration d'un délai de **trente (30)** jours à compter de sa proposition.

Toute omission ou déclaration inexacte de la part du Souscripteur dans les déclarations soit à la souscription du contrat, soit à l'occasion d'une aggravation du risque constaté avant la réception des travaux, lorsque sa mauvaise foi n'est pas établie, n'entraîne pas la nullité de l'assurance mais, conformément à l'article L 113-9 du Code des Assurances donne droit à l'Assureur :

- si elle est constatée avant tout sinistre, soit de maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par le Souscripteur soit de résilier le contrat dix (10) jours après notification adressée au dit Souscripteur par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'Assurance ne court plus ;
- dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait été due si le risque avait été complètement et exactement déclaré.

8 PRIME

8.1 Calcul de la Prime

La prime est calculée, par application du ou des taux portés à l'acte d'engagement, sur le coût total de construction définitif, sous réserves de l'application des éventuelles primes minimales.

N'entrent pas dans ce coût les appareils et équipements ménagers ou domestiques même s'ils sont fournis en exécution du contrat de construction ou de vente du bâtiment, ni les machines, organes de transformation de l'énergie installés pour permettre, exclusivement l'exercice d'une quelconque activité professionnelle dans le bâtiment.

Toutefois, entrent dans ce coût les garages couverts, les réseaux divers et les ouvrages de voirie dont la destination est la desserte du ou des bâtiments, à l'exclusion des couches d'usure, et des espaces verts.

8.2 Paiement de la prime

La prime unique que le Souscripteur s'engage à régler à la demande de l'Assureur comprend :

- La prime provisoire calculée et payable suivant les modalités et aux dates prévues au CCAP ;
- Le cas échéant l'ajustement de prime résultant du coût total de construction définitif lorsque le coût total de construction définitif varie de plus de 5 % par rapport au coût total de construction prévisionnel; cet ajustement est payable dans le délai prévu au CCAP, courant à compter de la réception de l'appel de prime correspondant ;
- Les frais accessoires, les impôts et taxes sur les contrats d'assurance (existants ou pouvant exister), sont à la charge du Souscripteur ;
- La prime - ou dans le cas de fractionnement de celle-ci, la fraction de prime ou encore tout ajustement - les frais et accessoires ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurance, sont payables au Siège de l'Assureur ou au domicile du mandataire éventuel désigné par l'Assureur.

Le paiement de chaque prime interviendra dans un délai de 45 jours maximum à compter de la date de réception de la facture.

En cas de défaut de délai de paiement, les intérêts moratoires dus en vertu du décret 2002-232 du 21/02/2002, seront calculés sur la base du taux légal majoré de deux points.

9 OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURE EN CAS DE SINISTRE

9.1 Déclaration du sinistre :

- En cas de sinistre, susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, l'Assuré est tenu d'en faire la déclaration à l'Assureur au plus tard dans les **douze** (12) jours ouvrés suivant celui où il en a eu connaissance, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Cette déclaration devra préciser les circonstances du sinistre et en comporter la description sommaire, ainsi que l'indication des mesures conservatoires que l'assuré a pu être amené à prendre en raison de l'urgence outre les informations requises par le règlement en matière de sinistres dommages-ouvrage ;
- La déchéance pour déclaration tardive du sinistre ne pourra être opposée à l'Assuré que si l'Assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice ;

- D'autre part, l'assuré est déchu de son droit à garantie pour un sinistre en cas de fausse déclaration faite sciemment sur la date, la nature, les causes, les circonstances apparentes de celui-ci ou s'il emploie sciemment comme justification des moyens frauduleux ou des documents mensongers.

9.2 Constat des dommages – Expertise

- Sous réserve de l'instruction des sinistres selon les dispositions de la procédure simplifiée, les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'un expert, personne physique ou morale, désignée par l'Assureur et ci-après dénommée l'Expert.
L'expert peut faire l'objet d'une récusation dans les huit jours de la notification à l'Assuré de sa désignation. En cas de seconde récusation par l'Assuré, l'Assureur fait désigner l'expert par le juge des référés.
Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité ;
- Les opérations de l'expert revêtent le caractère contradictoire. L'Assuré peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'Assuré sont consignées dans le rapport de l'Expert ;
- L'Assureur s'engage envers l'Assuré à donner à l'Expert les instructions nécessaires pour que les Réalisateurs, les fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, et le Contrôleur Technique, ainsi que les Assureurs couvrant leur responsabilité professionnelle et celle de l'Assuré, soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'Assureur de chacun des deux documents définis au 9.2.3 et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités ;
- La mission d'expertise est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'Expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts:

Un rapport préliminaire qui comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par l'Assuré, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'Assureur de se prononcer dans le délai prévu sur le principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

Un rapport d'expertise exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés.

9.3 Détermination de l'Indemnité

- Rapport préliminaire - mise en jeu des garanties - mesures conservatoires commission paritaire de règlement amiable ;
- L'Assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'Assuré puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du 9.2 ;
- Dans un délai maximum de **soixante** (60) jours courant à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur, sur le vu du rapport préliminaire établi par l'Expert et préalablement communiqué à l'Assuré, notifie à celui-ci sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat. Cette notification est faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

- Faute, pour l'Assureur, de respecter ce délai, les garanties définies à l'Article 1.2 du présent contrat jouent pour ce qui concerne le sinistre déclaré.

L'Assuré est alors autorisé, sur simple notification faite à l'Assureur par lettre recommandée, avec avis de réception, à engager les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages et ce dans la limite de l'estimation portée dans le rapport préliminaire de l'Expert.

Si, dans ce même délai, l'Assuré n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé de la même manière à engager les dépenses en cause au titre des garanties dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même.

Dans les cas de difficultés exceptionnelles dues à la nature ou à l'importance particulière du sinistre, l'Assureur peut en même temps qu'il notifie son accord sur le principe de la mise en jeu de la garantie, proposer à l'Assuré la fixation d'un délai supplémentaire pour l'établissement de son offre d'indemnité.

Cette proposition devra être motivée, et se fonder exclusivement sur des considérations d'ordre technique.

Ce délai supplémentaire devra être subordonné à l'acceptation expresse de l'Assuré et ne pourra excéder **cent trente-cinq (135) jours**.

Toute décision négative de l'Assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du contrat, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'assuré lui-même, au titre des mesures conservatoires.

Rapport d'expertise - Détermination et proposition de règlement de l'indemnité

Dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** courant à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur, au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué en temps utile à l'Assuré, présente une offre d'indemnité revêtant le cas échéant un caractère provisionnel et destinée au paiement des travaux de réparation des dommages.

Cette offre est faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle fait l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon les modalités prévues à cet effet au marché, elle est obligatoirement ventilée entre les différents postes de dépenses retenues et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elle comprend, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre des dits travaux tels qu'honoraires, essais, analyses, frais déblais et de démolition ou de décontamination ainsi que les taxes applicables.

Elle tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires.

Si l'Assureur ne respecte pas le délai fixé ou celui accepté par l'Assuré et si ce dernier estime ne pas devoir différer l'exécution des travaux de réparation, il peut, 15 jours après avoir notifié à l'Assureur par lettre recommandée avec demande d'Avis de Réception l'estimation des travaux nécessaires à la réparation des dommages, engager lesdits travaux.

9.4 Règlement du sinistre

Dans un délai maximum de **soixante** (60) jours courant à compter de la réception de l'offre d'indemnité, l'Assuré fait connaître sa position à l'Assureur.

Acceptation de l'offre par l'Assuré

En cas d'accord de l'Assuré sur les propositions faites par l'Assureur, le règlement de l'indemnité par l'Assureur intervient dans un délai maximum de **quinze** (15) jours courant à compter de la réception par l'Assureur de l'acceptation de l'Assuré.

Refus de l'offre par l'Assuré

L'Assuré qui a fait connaître à l'Assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, reçoit, s'il estime ne pas devoir différer l'exécution des travaux de réparation, sur demande faite à l'Assureur par lettre recommandée avec accusé réception et sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une somme au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifié.

Cette avance forfaitaire non re-valorisable et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'Assureur est versée en une seule fois dans un délai maximum de **quinze** (15) jours courant à compter de la réception par l'Assureur de la demande de l'Assuré.

Dans le cas visé au 9.3, l'Assuré reçoit de l'Assureur dans les 30 jours de la notification et sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une somme au moins égale aux trois quarts du montant des dépenses engagées pour la réparation des dommages.

L'Assuré s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

9.5 Sanctions à la charge de l'assureur : INTÉRÊTS

L'indemnité versée par l'Assureur est majorée de plein droit d'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal dans le cas visé au 9.3 ou lorsque l'offre d'indemnité est reconnue judiciairement comme manifestement insuffisante.

Le calcul de l'intérêt prend en compte, outre le retard par rapport au délai fixé :

- d'une part, le temps écoulé entre la date découlant des dispositions du 9.4 et celle à laquelle l'indemnité arrêtée soit à l'amiable, soit judiciairement, est notifiée à l'Assuré ;
- d'autre part, le montant des sommes et la date à laquelle celles-ci ont pu être reversées à l'Assuré.

En cas de sinistre survenant au-delà de la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, l'Assuré s'engage à accorder à l'assureur toute facilité pour accéder au lieu du sinistre.

Procédure d'instruction simplifiée :

L'Assureur n'est toutefois pas tenu de recourir à une expertise lorsqu'au vu de la déclaration de sinistre, il évalue le dommage à un montant inférieur à **2.000,00 €** (deux mille euros) TTC.

Dans ce cas, l'Assureur notifie à l'Assuré son offre d'indemnité dans le délai de **quinze** (15) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre constituée.

En cas de contestation de l'Assuré, ce dernier peut obtenir la désignation d'un expert.

10 PRESCRIPTION

Selon les dispositions de l'article L 114-1 du Code des Assurances, toutes les actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Outre les causes ordinaires d'interruption du délai de prescription prévues à l'article L 114-2 du Code des Assurances, le délai de deux ans peut être interrompu par le mandatement d'un avocat ou la désignation d'un expert avalisé par l'Assureur.

11 DISPOSITIONS PARTICULIERES

Pour chaque opération la prime sera calculée en fonction du montant total TTC des travaux et honoraires techniques afférents. Le régime de TVA applicable aux opérations de construction neuve est celui en vigueur.

Elle résulte du produit de ce coût de construction par le taux définie par la Compagnie d'Assurances.

Pour les chantiers d'un certain montant et lorsque l'Assureur applique des minima de primes, la prime sera calculée forfaitairement conformément au montant fixé par l'Assureur.

Aucune prime supplémentaire ou complémentaire ne pourra être perçue par l'Assureur lorsque le montant effectif des opérations engagées au cours du présent contrat n'aura pas atteint le montant annoncé.

Enfin, l'offre de l'Assureur peut améliorer le CCTP le cas échéant, mais en aucun cas réduire les prestations et les garanties.